

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS 2006-2007



RSIQ



Septembre 2007

Table des matières

Mot de la Coordonnatrice.....	3
Remerciements.....	3
Notre mission	4
Nos membres en règle en 2006-2007.....	4
Objectif 1 : Politique en itinérance.....	5
Activités de lancement et de diffusion de la Politique	5
Représentations.....	8
Cadre ministériel de référence sur l'itinérance.....	9
Objectif 2 : Financement fédéral des groupes en itinérance	10
IPAC 2006-2007	10
Maintien de la participation au comité aviseur	11
La mobilisation en faveur de la poursuite d'IPAC	11
L'annonce d'un nouveau programme	14
Mesures de transition.....	14
La mise en place d'IPLI.....	15
Objectif 3 : Vie associative.....	16
Production et diffusion d'information.....	16
Bulletin des régions.....	16
Site Internet	17
Autres publications.....	17
Vie associative.....	17
Assemblée générale annuelle.....	17
Membership	18
État des concertations en région	18
Participation des membres aux activités du Réseau.....	18
Comité de coordination	19
Comité exécutif	20
Comité 20 ^e	20
Contribution bénévole	20
Partenariats	20
Regroupements nationaux.....	20
Collectif de recherche sur l'itinérance	21
Réseau national sur le logement et l'itinérance	21
Objectif 4 : Financement du RSIQ	22
Conclusion	23
Annexe 1 : Interventions publiques.....	25
Annexe 2 : Campagnes menées à l'initiative du RSIQ.....	26
Annexe 3 : Représentations et autres rencontres.....	27
Annexe 4 : Participation aux activités des membres.....	29
Annexe 5 : Rencontres des Membres et des Comités du RSIQ.....	30
Annexe 6 : Partenariats du RSIQ.....	31

Photos de la page couverture (de gauche à droite) : Nathalie Rech, Catherine Patenaude, Benoît Hamilton.



Mot de la Coordonnatrice

Cette année encore, le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) a connu une année 2006-2007 dynamique, avec le lancement en septembre de sa première plateforme nationale de revendications, « Pour une Politique en itinérance », et une série d'activités qui en ont découlé, y compris dans le cadre des élections générales au Québec. Dans le dossier du financement fédéral, il y a eu aussi de nombreux « rebondissements »; les premiers 6 mois de l'année ont vu une mobilisation importante pour la poursuite d'IPAC, puis à la veille de Noël, l'annonce d'un nouveau programme pour deux ans, la mise en place de mesures de transition et les négociations entre les 2 paliers de gouvernement pour de nouveaux projets IPLI.

En 2006-2007, le RSIQ a continué de développer ses interventions politiques, publiques et médiatiques, la participation de ses membres à ses différentes activités, et sa vie associative. Le Réseau est demeuré une source importante d'informations pour le milieu de l'itinérance, au Québec et dans le reste du Canada, grâce à son Bulletin des régions et à de nombreux échanges courriels et téléphoniques. Le RSIQ continue de favoriser les échanges entre les régions, et de soutenir les concertations régionales.

De nombreux acteurs ont été mis à contribution cette année et je tiens à les remercier chaleureusement. Toutes ces forces seront requises pour faire face aux défis qui se présentent pour l'année 2007-2008, pour faire progresser les droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance. Vingt ans après l'Année internationale du logement des sans-abri (1987), il reste encore beaucoup à faire sur ce plan.

Remerciements

Remerciements aux membres de nos comités qui ont largement contribué aux travaux menés en 2006-2007, ainsi qu'aux organismes dont ils et elles proviennent.

Merci à l'ensemble de nos membres dans toutes les régions qui ont participé à nos activités et se sont mobilisés au cours de l'année, particulièrement aux personnes usagères des ressources membres.

Merci aux groupes qui ont soutenu financièrement le RSIQ par un don de solidarité qui nous a permis de poursuivre nos activités.

Merci aux groupes et regroupements alliés qui ont appuyé nos actions et campagnes.

Merci à nos bailleurs de fonds.

Nous tenons également à souligner les services de traduction bénévole d'un militant d'Halifax, Wayne Mc Naughton.

Note : le présent rapport présente le bilan des activités du RSIQ et non de ses membres.

Notre mission

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) est un regroupement national dont les objectifs généraux sont :

- Améliorer les conditions de vie des personnes en difficulté, itinérants et sans domicile fixe, diminuer le phénomène de l'itinérance, contribuer à l'insertion sociale de ces personnes et à l'élimination de la pauvreté.
- Maintenir un réseau d'entraide, d'information et de concertation composé d'individus, d'organismes et de regroupements d'organismes oeuvrant auprès de personnes itinérantes et sans domicile fixe.
- Favoriser l'échange, le développement et le transfert des connaissances.
- Promouvoir les intérêts de ses membres et les représenter.
- Favoriser la participation et la prise de parole des personnes itinérantes et sans domicile fixe.

Nos membres en règle en 2006-2007


Tables ou regroupements régionaux en itinérance :


• Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)	<i>73 membres</i>
• Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)	<i>26 membres</i>
• Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (T.A.P.I.L.)	<i>22 membres</i>
• Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil / Rive Sud	<i>17 membres</i>
• Table itinérance de Vaudreuil-Soulanges	<i>6 membres</i>
• Table itinérance de Saguenay	<i>13 membres</i>
• Table de concertation sur l'itinérance de Sherbrooke	<i>25 membres</i>
• Groupe Action Pauvreté Yamaska (Granby)	<i>20 membres</i>
• Collectif régional de lutte contre l'itinérance de l'Outaouais (CRIO)	<i>27 membres</i>
• Table de concertation sur l'itinérance de Drummondville	<i>6 membres</i>
• Comité directeur de Trois-Rivières	<i>11 membres</i>
• Réseau des organismes et intervenants en itinérance de Laval	<i>13 membres</i>

Membres associés :

- ❖ Au Bercaïl de St-Georges (Beauce)
- ❖ Le Répit du Passant (Rimouski)
- ❖ Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI)

Nos coordonnées

 Adresse postale : CP 60140
5101, St-Denis
Montréal (QC) H2J 4E1

 Téléphone : (514) 528-6466

 Courriel : nathalie.rech@videotron.ca

Objectif 1 : Politique en itinérance

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2006-2007 :
Contribuer à l'avancement des droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance et à l'amélioration de leurs conditions de vie

Depuis plusieurs années, le RSIQ est porteur des revendications du milieu québécois de l'itinérance. Son travail de défense de droits a donné lieu à l'organisation des États généraux de l'itinérance (mai 2005) qui ont permis d'articuler les grands enjeux liés à l'itinérance (au regard du sort des personnes et de la situation des organismes), puis à la diffusion d'une déclaration de droits, « Le Droit de cité ». Depuis décembre 2004, le RSIQ a travaillé à l'élaboration de sa première plateforme de revendications. La rédaction d'un projet québécois de Politique en itinérance – en ligne directe avec les États généraux et « Le Droit de cité » - a mis à contribution plus de 300 acteurs et actrices du milieu québécois de l'itinérance. Notre précédent rapport annuel faisait état des activités de rédaction et de conception de la plateforme parmi lesquelles une tournée de consultation des régions et une rencontre nationale de consultation en avril 2006.

Activités de lancement et de diffusion de la Politique

Le document a été tout d'abord imprimé à un millier d'exemplaires qui ont pu être livrés à partir de septembre. Devant le succès du document, deux autres milliers de copies ont été imprimées en novembre.



Le 15 septembre 2006, lors de l'Assemblée générale annuelle du RSIQ à Drummondville, la Politique en itinérance était lancée.

Photo : Gaéтан Ennis

Suite à l'AGA, dans le courant de l'automne, une large diffusion a été réalisée par les concertations régionales en itinérance, auprès de leurs membres et de leurs partenaires communautaires, institutionnels et politiques.

Plusieurs régions ont organisé un lancement dans leurs régions (Montréal le 12 octobre 2006, Vaudreuil, le 24 janvier 2007, Gatineau le 2 février). Ces événements ont réuni de 15 à 100 personnes.

Ci-contre point de presse donné à Vaudreuil.
De gauche à droite : Micheline Paquin des Paroisses St-Trinité et André Couillard de la Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield.

Photo : Dominique Provencher St-Cyr



Le RSIQ a également réalisé plusieurs séries d'envois de la Politique, à des partenaires québécois et fédéraux, à des éluEs et à des alliés.

Aussi au niveau national, une dizaine de rencontres avec des regroupements nationaux alliés ont été réalisées dans le but de développer des collaborations sur des préoccupations communes. Le RSIQ a également participé à des campagnes et actions d'autres regroupements lorsque cela correspondait à des revendications contenues dans notre Politique. (*voir calendrier en annexe 6*)

La Politique s'est avérée un excellent outil pour introduire le RSIQ, le faire mieux connaître et asseoir sa crédibilité. La plateforme du RSIQ a reçu partout un accueil très favorable. Elle a également été traduite en anglais, et a été envoyée à nos alliés ailleurs au Canada et placée sur notre site Internet. (La version anglaise a été mise en page, mais n'est disponible qu'en version électronique)

L'objectif d'un tel document étant d'obtenir une Politique publique en matière d'itinérance, la diffusion auprès des représentantEs éluEs des différents partis et des fonctionnaires des ministères et organisations concernés a bien sûr occupé une place importante.

Le 18 octobre 2006, nous avons remis officiellement la plateforme au gouvernement du Québec par le biais de Charlotte L'Écuyer, députée libérale de Pontiac et adjointe parlementaire du ministre Philippe Couillard.

De gauche à droite : Mario Gagnon, Point de repères, Johanne Beauvilliers, Mères et monde, Charlotte L'Écuyer, Nathalie Brisseau, RAIQ (trésorière du RSIQ) et Nathalie Rech, RSIQ.

Photo : Mario Pelletier



Le 2 novembre 2006, le RSIQ fait un lancement public et médiatique de sa plateforme à l'Assemblée nationale.

À notre conférence de presse, participaient les députés péquistes Martin Lemay (élu de Sainte-Marie Saint-Jacques et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'habitation) et Nicolas Girard (député de Gouin et porte-parole en matière d'emploi et de solidarité sociale) (à gauche sur la photo).

Ci-contre Marie-Claude Vézina, vice-présidente du RSIQ.

Photo : Benoît Hamilton

Demande d'une commission parlementaire : un impact médiatique important malgré le rejet par la majorité parlementaire

À l'occasion du lancement de la Politique, l'opposition officielle a demandé à la Commission des affaires sociales d'ouvrir une commission parlementaire sur l'itinérance. Pour appuyer cette demande, le RSIQ a lancé un blitz de fax dans la semaine du 13 au 17 novembre auquel 150 groupes ont participé. La Ville de Montréal a également signifié son appui à la tenue d'une telle commission.



Photo : Eugène Robitaille

Cette demande a été très médiatisée et a aussi fait l'objet d'échanges à l'Assemblée, ce qui a permis de mettre le dossier de l'itinérance sur la place publique. Le 3 décembre 2006, une conférence de presse a aussi été organisée à la Maison du Père, conjointement avec le RAPSIM et les députés péquistes, Nicolas Girard et Martin Lemay. Cet événement mettait aussi à contribution l'artiste Dan Bigras.

Le 13 décembre 2006, la Commission des affaires sociales (CAS) a finalement rejeté cette demande présentée par le Parti Québécois et appuyée par la députée adéquiste membre de la CAS. Une commission nous aurait permis de médiatiser notre dossier, de sensibiliser un plus grand nombre d'élus et d'accroître notre rapport de force avec Québec. Une commission parlementaire permettrait d'interpeller l'ensemble des ministères concernés par la question et non pas seulement le MSSS, et d'amorcer le travail sur une Politique gouvernementale transversale en matière d'itinérance qui s'attaque aux problématiques structurelles à l'origine de l'itinérance : la pauvreté, les problèmes de logement, la judiciarisation, l'éducation, l'intégration au travail, la médicalisation des problèmes sociaux, la protection de la jeunesse, etc. et d'obtenir ainsi des avancées quant à la réalisation des DESC (droits économiques, sociaux et culturels) des personnes itinérantes et des gains pour les organismes en itinérance. Une commission à l'Assemblée nationale permettrait aussi à nos membres et d'autres acteurs en itinérance de se faire entendre et de promouvoir leurs pratiques.

Nuit des sans-abri : une vitrine pour la Politique

La Politique en itinérance a été un des éléments centraux de l'édition 2006 de la Nuit des sans abri qui a mobilisé des milliers de personnes dans 18 villes le 20 octobre. Le 15 octobre, le RSIQ participait à la conférence de presse nationale de la Nuit.

Des séances de formation sur la Politique

Les 4 et 5 mai 2007, lors de notre participation au Forum Ensemble Autrement organisé par le Collectif pour un Québec sans pauvreté, Homeless Nation, le RAPSIM et le RSIQ ont collaboré pour offrir un atelier présentant quelques pratiques de participation des personnes itinérantes à la lutte à l'itinérance.

Photo : Collectif

En 2006-2007, le RAPSIM a donné plusieurs ateliers à ses membres pour faire mieux connaître la Politique et développer l'adhésion du milieu. Le RSIQ proposera à l'automne 2007 cette formation dans les autres régions.



Le RAPSIM organisait également le 18 avril une assemblée publique pour une Politique en itinérance à laquelle participait une centaine de personnes.

Représentations

Au cours de l'année de nombreuses rencontres ont été menées auprès de représentantEs des partis politiques au Québec, afin d'influencer les plateformes électorales, avant les élections générales du 26 mars, pendant la période électorale, et depuis la formation d'un nouveau gouvernement minoritaire. Des représentantEs de plusieurs ministères concernés ont aussi été rencontrés pour aborder les différents enjeux liés à l'itinérance et faire valoir nos revendications. *Voir le calendrier en annexe 3.*

Différents événements ont aussi été organisés pour faire valoir la Politique en itinérance, principalement dans le cadre des élections. À cette occasion, le RSIQ a produit une plateforme électorale de ses demandes issue des positions de la Politique en itinérance.

Le 28 février, le RSIQ organisait conjointement avec le RAIQ une conférence de presse pour médiatiser nos demandes électorales. L'événement avait lieu au Gîte Jeunesse à Sainte-Foy avec la participation de son coordonnateur, André Gagnon, et d'un de ses administrateurs, François Morneau, qui a déjà résidé dans cet organisme.



Le 23 mars, à quelques jours du scrutin, le RSIQ tenait avec le FRAPRU et le Front commun des personnes assistées sociales une conférence de presse où nous faisons état du bulletin de notes des partis en lice. L'ADQ et le PLQ s'en tiraient avec un D et le PQ, seul parti à prôner la mise en place d'une politique en itinérance, avec un C. Les tiers partis Québec Solidaire et le Parti Vert ont reçu respectivement A et E.

Photo : Véronique Laflamme

Concernant la participation citoyenne des personnes en situation d'itinérance, le scrutin du 26 mars a été l'occasion pour le RSIQ de faire la promotion du droit de vote. Des contacts ont été fait en ce sens auprès du Directeur général des élections afin que les agentEs de révision soient sensibiliséEs à cette situation. Le RSIQ a aussi préparé un mémo à l'usage des groupes en itinérance et de leurs usagers et usagères concernant les procédures d'inscription pour les personnes sans adresse.

Cadre ministériel de référence sur l'itinérance

À l'automne 2005, était formé un groupe pour collaborer avec le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) à rédiger un cadre de référence sur l'itinérance. Quatre de nos membres (Pierre Gaudreau du RAPSIM, François Roy de Logemen'Occupe, Michel Simard du Centre Le Havre de Trois-Rivières et Roch Hurtubise du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale) ont été invités à contribuer à ce groupe dont la composition est majoritairement institutionnelle.

Ce cadre a pour but d'établir l'orientation en itinérance du MSSS dans le contexte de la réforme Couillard (programmes-clientèles, création des Agences et des CSSS, mise en place des projets cliniques). Le cadre vise notamment à baliser l'action des Agences régionales de la Santé et des services sociaux. Le cadre interpellera aussi les autres ministères du gouvernement du Québec quant à leurs responsabilités à l'égard de l'itinérance.

Les travaux avaient été ajournés pour permettre à l'administration de se consacrer de façon prioritaire à la mise en place de la prolongation d'un an de l'IPAC. Le MSSS a réactivé les travaux. Trois rencontres ont eu lieu : 10 janvier, 30 avril et 5 juillet 2007. Plusieurs versions d'un document de travail ont été présentées au groupe de travail. Nos représentants ont amené un certain nombre de commentaires et des suggestions de corrections. Les Agences ont également été consultées.

Le cadre dans la version actuelle comporte des éléments intéressants au niveau de la reconnaissance du phénomène de l'itinérance, des causes structurelles, de la description des populations touchées et de certaines problématiques (tels que la judiciarisation, l'action des centres jeunesse et des milieux carcéraux). Toutefois, la partie faible demeure les moyens d'action envisagés. On est loin de la politique gouvernementale globale en matière d'itinérance qu'on souhaite dans nos rangs et qu'on continuera à défendre. Il faut aussi espérer que le soutien accordé aux groupes en itinérance via le PSOC augmente avec la reconnaissance gouvernementale qu'amènera le cadre de référence en itinérance, puisque les crédits sont encore largement insuffisants même s'ils ont été augmentés au cours des dernières années.

Un document amélioré devrait être soumis à une consultation écrite à l'automne 2007. Le RSIQ, tout comme ses membres et d'autres acteurs, pourront participer à cette consultation. Ce sera une occasion de relancer la demande d'une Politique et d'un débat public autour de celle-ci.

Si notre Politique est loin d'être retenue en bloc par Québec, la reconnaissance d'un besoin a tout de même avancé auprès des différents partis. Les représentations devront continuer en 2007-2008 dans la même voie. Nous devons également poursuivre la mobilisation du milieu afin de développer l'adhésion des régions à cet ensemble de revendications, et d'accroître l'implication des groupes dans les luttes sur des revendications prioritaires qui restent à définir. Un travail important reste à mener pour que l'appui à la Politique soit fort, tant dans nos rangs que dans l'opinion publique. Un rapport de forces reste à construire avant que des réponses gouvernementales adéquates viennent combler les besoins des citoyens et citoyennes en situation ou à risque d'itinérance. La relance de la demande de commission parlementaire en 2007-2008 pourrait nous aider en ce sens.

Objectif 2 : Financement fédéral des groupes en itinérance

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2006-2007 :

Obtenir rapidement du gouvernement fédéral une reconduction pluriannuelle et une bonification d'IPAC généraliste (50 millions \$ par an pour le Québec)

Cette année encore, une grande partie des énergies mobilisées au sein du RSIQ ont été consacrées aux enjeux relatifs au financement des groupes en itinérance, plus particulièrement sur la scène fédérale puisqu'il y avait un risque que le financement fédéral cesse au 31 mars 2007 (après la prolongation d'un an accordée par le gouvernement Martin avant son échec électoral de janvier 2006). Les groupes de toutes les régions redoutaient une rupture importante au niveau des services offerts et des interventions faites auprès de la population itinérante ou à risque, d'autant que les Conservateurs n'avaient pris aucun engagement électoral en itinérance. Un seul signe encourageant de leur part : la ministre fédérale responsable, Diane Finley, avait respecté la reconduction d'un an annoncée par les libéraux, pour la prolongation de projets IPAC existants et le financement de nouveaux projets.

IPAC 2006-2007

La reconduction des projets IPAC 2 au 1^{er} avril 2006 a permis de prolonger d'un an environ 90% des budgets des projets d'intervention en cours. Toutefois, 5 régions (Québec, Gatineau, Sherbrooke, Lanaudière, Drummondville) avaient dû procéder à des coupures. Dans les 7 autres communautés bénéficiaires d'IPAC, des budgets (quoique largement insuffisants) étaient disponibles pour de nouveaux projets¹. La mise en place de ces nouveaux projets a représenté un défi important à cause de retards importants dans le processus d'acceptation des projets, particulièrement à l'étape de signature des projets par la ministre Finley. Une part importante des projets 2006-2007 a par conséquent débuté tardivement à l'automne 2006, et certains même en janvier 2007 à seulement 3 mois de la fin du financement, ce qui a eu des effets sur la capacité des groupes d'atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés.

En novembre et décembre 2006, on apprenait que la ministre Finley avait refusé de signer des nouveaux projets IPAC dans plusieurs régions du Québec, dont celui de l'Accueil Bonneau pour l'acquisition d'équipements. Ceci marquait une première dans l'histoire d'IPAC puisqu'il n'était encore jamais arrivé qu'un ministre se prévale de ses pouvoirs pour refuser des projets acceptés par la communauté. Ceci était d'autant plus inacceptable que le processus d'acceptation pour une bonne part des villes canadiennes hors Québec ne prévoyait même pas l'examen par la ministre des projets. Après une demande de révision faite par l'Accueil et l'appui du milieu ainsi que de la ville de Montréal et du gouvernement du Québec, et un remaniement ministériel à Ottawa, la décision était finalement renversée par le nouveau ministre fédéral, Monte Solberg. Pour les autres projets refusés, l'argent aurait été réalloué à d'autres promoteurs.

¹ À Montréal seulement, les projets déposés s'élevaient à un montant de 21 millions \$ alors que les budgets disponibles atteignaient seulement 5 millions \$.

Maintien de la participation au comité aviseur

Au cours de l'année 2006-2007, les représentants du RSIQ ont continué à siéger sur le comité aviseur fédéral provincial d'IPAC 2. Son mandat est de faire des recommandations d'approbation au Comité conjoint de gestion. Ce comité a assuré une vigilance dans le suivi de la mise en œuvre des nouveaux projets IPAC 2006-2007. Notre participation a été assumée par Jean-Marie Richard de la Piaule du Centre du Québec, Nathalie Brisseau du RAIQ et Pierre Gaudreau du RAPSIM. 7 rencontres ont eu lieu au cours de l'année (la plupart téléphoniques). Note : Pour les mesures de transition, il avait été convenu d'omettre l'étape du comité aviseur afin d'accélérer la mise en place des projets.

La mobilisation en faveur de la poursuite d'IPAC

Dans ce dossier, la mobilisation des groupes en région ainsi que des alliés et partenaires du RSIQ s'est opérée à travers plusieurs actions qui ont été organisées, au plan national et en région, en faveur de la reconduction et de la bonification d'IPAC (Initiative de partenariats en action communautaire).

Il y a également eu plusieurs campagnes qui ont permis de recueillir en 2006 près de 400 appuis de groupes au Québec. D'autres appuis importants se sont ajoutés : des résolutions municipales de plusieurs villes, des lettres et interventions du gouvernement du Québec, des représentations de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et de la Fédération Canadienne des municipalités (FCM).

À Ottawa, nos demandes répétées de rencontre avec la ministre Diane Finley n'ont pas abouti. En revanche, nous avons eu l'appui des trois partis d'opposition qui ont été mis à contribution et ont répondu à différents niveaux (questions écrites, questions en Chambre, participation à des actions du RSIQ, interventions publiques, etc.). À l'automne 2006, le critique bloquiste Christian Ouellet déposait des pétitions à la Chambre des communes en faveur du renouvellement d'IPAC. Au total, ce sont 2 900 signatures qui ont été déposées.

Le 12 septembre 2006, 6 villes du Québec organisaient simultanément une action IPAC (Montréal, Québec, Longueuil, Drummondville, Saguenay, Sherbrooke). Cette journée d'action a été organisée pour marquer les 200 jours qui restaient avant l'échéance du 31 mars 2007. Sous le thème « réveillez-vous, IPAC ça presse ! », les manifestants ont fait résonner leurs réveils matins pour rappeler aux Conservateurs l'urgence d'une annonce. Environ 500 personnes se sont mobilisées dans les rues du Québec.

Les groupes de Montréal avaient répondu à l'appel du RAPSIM; près de 150 personnes s'étaient rassemblées devant le Complexe Guy-Favreau, siège du secrétariat régional des sans-abri.

Sur la photo, de gauche à droite : Bernard St-Jacques (RAPSIM), François Villemure (L'Avenue), François Saillant (FRAPRU), Lise Jean (Passages), Pierre Gaudreau (RAPSIM) et le Père Sylvio Michaud (La Maison du Père).

Photo : Bruno Ferrari





Ci-contre manifestation à Sherbrooke à la Chaudronnée de l'Estrie.

De gauche à droite : Denis Boisclair, Accueil Poirier, Christian Ouellet, député fédéral de Brome-Missisquoi et critique du Bloc québécois en matière de logement social et d'itinérance, Marie-Claude Vézina, Chaudronnée de l'Estrie (vice-présidente du RSIQ), Pierre Boisvert, conseiller municipal, et Serge Cardin, député bloquiste de Sherbrooke.

Photo : Michel Lemieux

L'appel du RSIQ a été repris ailleurs au Canada. À Halifax, des activistes tenaient une conférence de presse. À Toronto, un forum réunissait 500 personnes à Holy Trinity, une église où se déroulent régulièrement des hommages aux morts de la rue. Les personnes présentes signaient une bannière géante (voir ci-contre) qui a ensuite été remise au gouvernement fédéral.

Photo : Jane Kali



Le lendemain, la Direction générale du logement et des sans-abri organisait à Ottawa une journée de consultation pancanadienne à laquelle le RSIQ n'était pas invité. C'est tout naturellement le lieu de cette rencontre que les groupes de Gatineau avaient choisi pour manifester avec la collaboration de la coalition d'Ottawa, ATEH (Alliance to End Homelessness).

Photo : Nathalie Rech

Tel que décidé par l'AGA, une action IPAC mettant à contribution les 3 partis d'opposition a été organisée à la Chambre des communes. Le 26 octobre 2006, avait lieu une conférence de presse réunissant nos portes paroles ainsi que le chef du Bloc Québécois, Gilles Duceppe, le chef du NPD, Jack Layton et le député libéral de Hull-Aylmer, Marcel Proulx. Marion Wright de l'Alliance to End Homelessness participait aussi à cet événement. L'impact médiatique de cette conférence a été décevant au regard des énergies déployées pour réussir à rassembler les 3 partis, dont deux chefs, ce qui est assez inhabituel à Ottawa. Sur le plan politique, cela semble avoir eu un certain impact et sur la ministre conservatrice et sur les partis d'opposition en les plaçant dans une position d'émulation dans le dossier IPAC.

Photo : Nathalie Rech



À l'issue de la conférence de presse, une manifestation réunissant 200 personnes venant de Montréal, la rive sud et la rive nord, Sherbrooke, Gatineau, Ottawa et Toronto se déroulait devant le Langevin, bâtiment abritant les bureaux du premier Ministre Harper.



Photo : Jean-Pierre Béliveau

Le 24 novembre 2006, une action surprise était organisée à Gatineau. Tandis que 5 personnes occupaient le bureau de comté du Ministre fédéral Lawrence Cannon (lieutenant de M. Harper au Québec), une cinquantaine de personnes provenant des groupes de l'Outaouais tenaient une manifestation bruyante et un point de presse à l'extérieur des locaux. L'occupation prenait fin suite à l'intervention de la police. En appui à cette action, les groupes des autres régions étaient invités à participer à un blitz de fax en faveur de la poursuite du financement fédéral en itinérance.

Le 18 décembre 2006, à une centaine de jours de la fin d'IPAC, nous n'avions toujours pas de nouvelles du gouvernement fédéral quant à ses intentions après le 31 mars 2007. Une nouvelle journée d'actions a été organisée sur le thème de Noël.



Cette manifestation s'est déroulée dans 6 villes simultanément (Montréal avec la participation des groupes de la couronne sud et nord, Drummondville, Sherbrooke, Québec, Saguenay, Gatineau).



Ci-dessus à gauche, rassemblement à Montréal, photo : David Vianny.
À droite : marche à Gatineau, photo : Luc Rochefort

Au total, 500 personnes ont participé à des actions colorées. À Sherbrooke, on faisait du squeegee au centre-ville, à Drummond, on manifestait devant les bureaux de l'Armée canadienne, à Québec devant Service Canada. À Gatineau, une marche en musique s'est déroulée jusqu'aux bureaux de la ministre Diane Finley.

À Montréal, les manifestants se sont rassemblés devant le Secrétariat national des sans-abri et ont ensuite rendu visite au Père Noël du Complexe Desjardins pour lui déposer leur demande d'un cadeau de Noël un peu spécial. Des chants de Noël revisités ont été interprétés par nos chorales militantes.

Photo : David Viannay

À la même date, les groupes et militantEs de Toronto servaient la dinde de Noël devant les bureaux du ministre fédéral des finances Jim Flaherty.



L'annonce d'un nouveau programme

Le 19 décembre 2006, la ministre Finley faisait enfin l'annonce de nouveaux budgets en itinérance. Nous avons accueilli avec soulagement l'annonce de 270 millions sur la période 1^{er} avril 2007 – 30 mars 2009, même si nous considérons les montants comme insuffisants (les mêmes que l'INSA sans indexation) et la période trop courte.

Il s'agit également d'une nouvelle stratégie qui remplace l'INSA : la Stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) dont le programme majeur est l'IPLI (Initiative de partenariats de lutte à l'itinérance) qui remplace l'IPAC (pour les 12 collectivités désignées) et le FRASA (collectivités éloignées).

Nous sommes intervenus rapidement après l'annonce ministérielle pour que des mesures de transition (pour éviter les ruptures de services) et des nouveaux projets soient mis en place rapidement tout en maintenant un caractère généraliste. Plus de 200 groupes québécois ont contribué à une 1^e campagne de fax sous le thème « IPLI, ça presse ». (voir annexe 2) Au cours de cette campagne, nous tentions aussi d'obtenir du fédéral qu'une plus grosse part de la SPLI soit consacrée à l'IPLI. Il faut rappeler que nos revendications étaient qu'Ottawa consacre annuellement 50 millions \$ au Québec à la lutte à l'itinérance de façon récurrente alors que le nouveau programme ne nous accorde que 18 millions \$ par année sur 2 ans².

Mesures de transition

Au début février 2007, le Secrétariat faisait l'annonce de mesures de transition pour 9 mois accessibles pour les projets IPAC arrivant à échéance le 31 mars 2007 qui seraient jugés « essentiels au maintien de services directs aux sans-abri ».

La reconduction pour 9 mois a fait l'objet d'un processus accéléré, ce qui a permis d'éviter la rupture de services pour la plupart des organismes. Le ministre Solberg a signé les projets du Québec le 29 mars, à temps pour que les groupes puissent prolonger leurs activités.

² À l'heure d'écrire ces lignes, les budgets par collectivité restent encore à confirmer officiellement.

Ce sont près de 380 postes équivalent temps plein (318 temps plein et 179 temps partiel) qui seront prolongés jusqu'au 31 décembre 2007 grâce à ces mesures. Près de 13 millions \$ y seront consacrés.³

Toutefois, quelques régions ont connu des refus, particulièrement au regard de certaines activités de concertation et de sensibilisation. Ainsi, le RAIQ a perdu le financement de son poste d'adjointe administrative. En Montérégie, l'Agence a pris la décision de couper 6 postes, dont des postes d'intervention au sein du Repas du Passant, de Réseau d'habitation chez soi et le poste de coordonnatrice de la Table de concertation des SDF de Longueuil Rive Sud. Service Canada a aussi refusé la prolongation de projets FRASA. Des régions ont dû « se serrer la ceinture » car les budgets alloués ne permettaient pas la prolongation pour tous les groupes au même niveau de financement. Pour plusieurs, le financement de la Nuit des sans-abri a lui aussi été coupé (c'est le cas à Québec) ou carrément supprimé (c'est le cas à Longueuil) selon les régions.

La mise en place d'IPLI

Avec l'instauration de mesures de transition de 9 mois, les administrations repoussaient l'échéance de démarrage de nouveaux projets jusqu'en janvier 2008. Cependant, cet échéancier est incertain à l'heure d'écrire ces lignes compte tenu de retards tant dans les négociations entre les 2 paliers de gouvernement à signer une nouvelle entente, que dans la planification communautaire des régions désignées.

Malgré un suivi régulier auprès des administrations fédérale et provinciale, il nous a été extrêmement difficile d'obtenir des informations précises quant aux modalités de livraison (vraisemblablement similaires à IPAC) ou aux critères d'admissibilités IPLI (malgré la priorité accordée au logement, la vocation généraliste devrait être maintenue).

Depuis plusieurs années, le RSIQ réclame que les budgets fédéraux soient triplés, alors qu'ils stagnent au même niveau. On anticipe donc que les budgets pour les nouveaux projets IPLI vont être insuffisants pour combler les besoins. Une des difficultés importantes dans nos représentations est l'impossibilité de rencontrer le ministre Solberg ou son cabinet puisque toutes nos tentatives ont jusqu'à présent échoué (une rencontre prévue en mars 2007 a été annulée). Par ailleurs, il n'est pas aisé de maintenir la pression dans ce dossier car, tant pour les partis que pour les médias, c'est un dossier réglé depuis l'annonce d'IPLI de décembre 2006.

Le financement fédéral a été depuis son origine en 1999 une majeure dans nos activités et les mobilisations du RSIQ ont permis de faire des gains importants dans ce dossier (élargissement des régions ciblées, reconductions, etc.). En 2007-2008, IPLI va sans conteste être encore un point important de notre plan d'action.

L'enjeu est important pour les groupes, car le financement fédéral est une source majeure de revenus permettant de répondre à des besoins toujours grandissants. Cependant, l'insuffisance des budgets risque de poser un défi au niveau de la cohésion au sein des collectivités qui vont avoir des choix difficiles à faire dans l'allocation des budgets, et le RSIQ et ses concertations membres devront poursuivre la mobilisation et la construction de solidarités inter et intra-régionales.

³ Ces chiffres concernent les collectivités désignées, les collectivités éloignées et les collectivités autochtones.

Objectif 3 : Vie associative

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2006-2007 :

Maintenir une vie associative dynamique et accroître la participation des groupes en itinérance et des personnes itinérantes aux activités du RSIQ

Production et diffusion d'information

Bulletin des régions

En 2006-2007, 6 bulletins des régions ont été produits et diffusés par courriel principalement. Ils ont fait état à la fois de la vie associative du RSIQ (AGA, membership, etc.), des dossiers traités et des activités de mobilisation. Le Collectif de recherche sur l'itinérance a collaboré au Bulletin en produisant une série d'entrevues réalisées auprès de chercheurs du CRI sur les enjeux de la recherche en itinérance. Aussi, les membres du RSIQ produisent régulièrement des articles à diffuser dans le bulletin pour partager leurs actualités régionales avec les organismes des autres régions.

	Table des matières
Septembre 2006	<ul style="list-style-type: none"> ✓ AGA du RSIQ : un rendez-vous à ne pas manquer ✓ Plateforme du RSIQ : une 1^e en itinérance ✓ IPAC : la mobilisation se poursuit ✓ Soutien communautaire : le Cadre rejeté par le milieu ✓ Accès-Logis : des avancées ✓ Règlement sur l'aide sociale : pas d'avancée en vue ✓ Capsules du Collectif de recherche sur l'itinérance ✓ 17^e Nuit des sans-abri ✓ Festival d'expression de la rue : un Manifeste pour la 10^e
Novembre 2006	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Retour sur l'AGA du RSIQ ✓ Plateforme du RSIQ : un rayonnement important ✓ IPAC : un automne actif ✓ Soutien communautaire : quelle réponse du gouvernement ✓ Projet de loi sur les évictions ✓ Des nouvelles de Montréal ✓ Brèves des régions ✓ Recherche sur l'itinérance au féminin ✓ Recherche de l'Auberivière sur les coûts de l'itinérance ✓ Capsules du Collectif de recherche sur l'itinérance ✓ Un soutien financier nécessaire
Février 2007	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Du nouveau du côté du financement fédéral en itinérance ✓ La Politique en itinérance du RSIQ fait du bruit à Québec ✓ Travaux sur le Cadre de référence en itinérance ✓ Dossier Santé Mentale ✓ Dossier Femmes en situation d'itinérance ✓ Campagne sur le Soutien communautaire en logement social ✓ Dossier Judiciarisation ✓ Recherche du Refuge des Jeunes de Montréal ✓ Recherche sur l'équipe itinérante de Laval ✓ Capsule du Collectif de recherche sur l'itinérance

Mars 2007	ÉDITION SPÉCIALE ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 26 MARS 2007
Avril 2007	<ul style="list-style-type: none">✓ Bilan de la campagne électorale et défis pour le nouveau gouvernement✓ Les nouvelles d'Ottawa✓ RETOUR SUR LA RENCONTRE SUR LA MOBILISATION (février 2007)✓ Le Québec à Winnipeg✓ Capsule du Collectif de recherche sur l'itinérance✓ Recherche sur l'intervention auprès des personnes itinérantes à Laval✓ Quelques événements à venir✓ Le soutien communautaire en logement social : ça change des vies !
Mai 2007	<ul style="list-style-type: none">✓ Pour une Politique en itinérance✓ AGA du RSIQ : un événement à ne pas manquer✓ Financement fédéral en itinérance✓ Financement PSOC des groupes itinérance✓ La mobilisation des personnes itinérantes✓ Opération Droits devant✓ Portrait de l'Entrepôt du sac à dos✓ Invitation du FRAPRU et du DAL✓ Capsule du Collectif de recherche sur l'itinérance

Site Internet

Au cours de l'année 2006-2007, le site Internet du RAPSIM www.rapsim.org a continué de servir de vitrine au RSIQ qui alimente régulièrement une section dédiée d'une dizaine de pages.

En 2006-2007, le site du RAPSIM a connu une hausse d'environ 10% de sa fréquentation. Le RSIQ en bénéficie et en est aussi en partie responsable. La moyenne de fréquentation est de 1100-1200 visiteurs différents par mois.

Autres publications

Un article sur la mobilisation politique a été produit pour un recueil de textes du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (*L'itinérance en questions*, à paraître à l'automne 2007).

Vie associative

Assemblée générale annuelle

Le 15 septembre 2006, ce sont 52 personnes en provenance de 11 territoires qui ont participé à l'AGA du RSIQ à Drummondville (soit une quinzaine de plus que l'année précédente). Cette rencontre a permis d'élargir la base de mobilisation du RSIQ. La présentation du rapport d'activités 2005-2006 a permis de jeter un regard sur le travail accompli, exceptionnel tant en quantité par rapport aux ressources dont disposait le RSIQ qu'en qualité, notamment au niveau de l'élaboration de la Politique en itinérance et de l'organisation d'une rencontre nationale. L'adoption d'un plan d'action pour 2006-2007 a permis de mobiliser les régions et de donner une impulsion au Réseau pour poursuivre sur sa lancée avec la diffusion de la Politique en itinérance ainsi que la mobilisation autour de la reconduction du financement fédéral en itinérance.

Membership

Au cours de l'année 2006-2007, une nouvelle concertation régionale s'est jointe au RSIQ ; il s'agit du Réseau des intervenants et des organismes en itinérance de Laval (ROILL), ce qui vient augmenter les adhésions au regroupement. Ce sont donc maintenant 12 concertations régionales qui ont adhéré formellement au RSIQ; ces concertations représentant au total plus de 200 organismes. Nos membres associés sont demeurés au sein du RSIQ : des organismes intervenant en itinérance sans qu'il y ait de concertation dans leur région (Au Bercaill de St-Georges-de-Beauce, Le Répit du Passant à Rimouski) ainsi que le CRI.

État des concertations en région

Le travail de réseautage fait par le RSIQ a contribué à renforcer les concertations régionales en amenant de l'information à leurs membres, en les mobilisant dans des campagnes et surtout en leur demandant de réaliser des activités dans leur région pour relayer les prises de position communes (par exemple des actions publiques et des conférences de presse).

Un des mandats importants de la permanence du RSIQ est de maintenir et resserrer ses liens avec les différentes concertations membres et d'assurer une visibilité du Réseau dans les régions. Outre les contacts téléphoniques et électroniques fréquents, les bulletins d'information, les rencontres des comités, le RSIQ a participé à de nombreux événements en région qui lui ont permis de rencontrer les groupes et d'approfondir la connaissance du terrain. *(voir annexe 4)*



La Table de concertation des SDF de Longueuil Rive Sud et le RAIQ doivent faire face à une réduction de leurs moyens d'action à la suite du refus de budgets de transition IPLI. Plusieurs tables connaissent des difficultés de mobilisation qu'il leur faudra surmonter. D'autres, tel le ROILL à Laval, ont un nouveau souffle, avec des projets mobilisateurs comme la réouverture d'un refuge dans la région. À Saguenay, la table veut élargir son membership aux groupes itinérance du Lac Saint-Jean.

Participation des membres aux activités du Réseau

Au-delà du membership, ce sont des groupes d'une douzaine de régions du Québec qui ont participé en 2006-2007 aux campagnes et activités du RSIQ. Il faut souligner à ce titre la contribution de près de 400 organismes différents à nos campagnes IPAC.

Nos actions publiques ont permis également de mobiliser un grand nombre de personnes : par exemple, la journée d'action IPAC du 12 septembre 2006 a réuni 500 personnes au total, parmi lesquelles de nombreuses personnes usagères ou anciennes usagères de ressources en itinérance.

Les membres ont aussi réalisé dans leurs régions respectives plusieurs représentations politiques, pour appuyer celles menées au plan national.

Le niveau de mobilisation a globalement été le même qu'au cours de l'année précédente. Toutefois, l'absence d'une rencontre nationale d'envergure après deux années consécutives (225 personnes aux États généraux de mai 2005 et

140 participantEs à la rencontre nationale de consultation sur la Politique en avril 2006) a été déplorée par plusieurs.

Comité de coordination

Le rôle du comité de coordination (COCO) est de décider des orientations relatives aux campagnes et activités du RSIQ en fonction du plan d'action décidé en AGA. Le COCO contribue aussi largement à l'échange sur les réalités régionales.

Le COCO est composé de 9 membres délégués par 8 concertations régionales. Voici quels étaient les délégués régionaux en 2006-2007 :

- ❖ Président : **François Roy**, coordonnateur de Logemen'Occupe et délégué par le Collectif régional de lutte en itinérance en Outaouais (CRIO)
- ❖ Vice-présidente : **Marie-Claude Vézina**, directrice de la Chaudronnée de l'Estrie et déléguée par la Table de concertation en itinérance de Sherbrooke
- ❖ Secrétaire-Trésorière : **Nathalie Brisseau**, coordonnatrice du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)
- ❖ Administrateur : **Pierre Gaudreau**, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
- ❖ Administrateur : **François Villemure**, coordonnateur logements sociaux et développement à L'Avenue hébergement communautaire et président du RAPSIM
- ❖ Administratrice : **Martine Martin**, intervenante à la Maison d'accueil pour sans-abri de Chicoutimi et déléguée de la Table itinérance de Saguenay
- ❖ Administratrice : **Jacinthe Dorr**, directrice de l'Ensoleilvent et déléguée par la Table itinérance de Drummondville, qui a remplacé en cours d'année **Jean-Marie Richard**, coordonnateur du Refuge La Piaule du Centre du Québec élu par l'assemblée générale
- ❖ Administratrice : **Danielle Goulet**, directrice du Carrefour Jeunesse Longueuil Rive-Sud et présidente de la Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil / Rive-Sud, qui a remplacé en cours d'année **Diane Delorme**, coordonnatrice de la Table et élue par l'assemblée générale
- ❖ Administrateur : **Serge Gélinas**, coordonnateur de TRIPS du Rivage et délégué par le Comité directeur de Trois-Rivières qui a remplacé **Magalie Dumas**, agente de développement Un toit pour tous, suppléante de **Gaétan Ennis**, directeur de Travail de rue Terrebonne, élu par l'assemblée générale (tous deux délégués par la Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (TAPIL)).

En 2006-2007, les membres du COCO se sont réunis **14 fois**, dont près de la moitié en conférence téléphonique (*voir calendrier en annexe 5*). Les représentations autour de la Politique en itinérance ainsi que la mobilisation pour la prolongation d'IPAC ont été au centre de leurs discussions.

Les membres du COCO ont participé avec la coordonnatrice à de nombreuses représentations politiques (*voir annexe 3*).

Un COCO élargi a été organisé les 8-9 février auquel une trentaine de personnes ont participé. Une journée et demie a été consacrée à la Politique avec des moments de formation et des moments de débat sur la mobilisation. La dernière demie journée a été consacrée à IPLI. Ce type d'événements sera probablement répété au cours des prochaines années, la formule d'assemblée des membres permettant de mobiliser plus de membres et de les impliquer dans les décisions.

Comité exécutif

Le rôle du comité exécutif (CE) en est un de suivi et d'application des décisions du COCO, d'appui au travail de la coordination, de suivi des finances, de représentations politiques, etc.

- ❖ Président : **François Roy**, coordonnateur de Logemen'Occupe et délégué par le: Collectif régional de lutte en itinérance en Outaouais (CRIO)
- ❖ Vice-présidente : **Marie-Claude Vézina**, directrice de la Chaudronnée de l'Estrie et déléguée par la Table de concertation en itinérance de Sherbrooke
- ❖ Secrétaire-Trésorière : **Nathalie Brisseau**, coordonnatrice du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)

Au cours de l'année, Diane Delorme puis Jacinthe Dorr ont assuré l'intérim à l'exécutif en remplacement de Nathalie Brisseau.

En 2006-2007, les membres du CE se sont réunis **12 fois**, à chaque fois par conférence téléphonique.

Comité 20^e

Au cours de l'année, un comité a été formé pour travailler sur le 20^e anniversaire de l'Année internationale du logement des sans-abri. Trois personnes ont été chargées de formuler des propositions au COCO :

- ❖ **Danielle Goulet**, de Longueuil, membre du COCO
- ❖ **Serge Gélinas**, de Trois-Rivières, aussi membre du COCO
- ❖ **Ghislain Lamoureux**, du CLSC Longueuil Ouest, membre de la table de concertation des SDF de Longueuil Rive Sud.

Le comité s'est réuni deux fois au printemps 2007. Des activités découlant du plan proposé par le comité doivent être organisées à l'automne 2007.

Contribution bénévole

Compte tenu des moyens financiers limités dont dispose le RSIQ, les organismes ou concertations régionales auxquels appartiennent les membres du COCO, du CE et du comité 20^e ont assumé cette année encore les coûts liés aux déplacements pour les rencontres de ces différents comités, pour les représentations politiques ou pour les actions. Ceci représente un effort financier considérable pour les membres qu'il est difficile d'envisager maintenir sur une longue période.

Partenariats

Regroupements nationaux

Cette année, le RSIQ a continué de collaborer avec des regroupements nationaux. Dans le cadre de la Politique en itinérance, une série de rencontres ont été réalisées (*voir annexe 6*), ce qui a permis d'élargir nos partenariats. Nous avons également collaboré avec certains regroupements à des occasions spéciales (budget, élections).

Le RSIQ a collaboré avec le comité national de la Nuit des sans-abri. La Politique en itinérance étant un des éléments centraux de l'édition 2006 de la Nuit, le RSIQ participait à la conférence de presse nationale de la Nuit. Le RSIQ participait aussi pour la 2^e année consécutive au jury des prix pompons, remis cette année à Sol (pompon d'or à

titre posthume) et au maire d'arrondissement Benoît Labonté ex aequo avec la mairesse Andrée Boucher (pompon minute).

Collectif de recherche sur l'itinérance

À notre demande, le CRI organisait le 8 décembre une rencontre portant sur l'arrimage des milieux de la recherche et de la pratique. Cette rencontre a permis d'échanger sur les besoins de recherche des organismes, et d'énoncer les thématiques suivantes :

- ❖ documenter les pratiques et les modèles d'intervention spécifiques à la problématique de l'itinérance. Mettre en lumière les expériences d'intervention novatrices. Développer la recherche « évaluative » pour fournir aux organismes des outils solides pour la reconnaissance et le financement.
- ❖ analyser l'impact de certaines politiques sociales, fiscales ou encore de règlements municipaux sur les conditions de vie des personnes. Soutenir des revendications en étayant un argumentaire crédible destiné aux décideurs.
- ❖ l'ingérence thérapeutique
- ❖ l'itinérance en région
- ❖ la participation des usagers et usagères dans les organismes
- ❖ l'intervention par les pairs

Le RSIQ a fait valoir que le choix des thèmes de recherche est important; tout comme le développement de stratégies de diffusion des connaissances. La recherche en itinérance doit être utile aux milieux de pratique. Parmi les suites de cette rencontre, le CRI a produit une série de textes pour le bulletin du RSIQ. Le Réseau devra assurer un suivi de ces échanges au cours des prochaines années.

Nous avons également participé le 25 mai 2007 à la dernière édition du colloque du CRI sur le thème « Les refuges à la croisée des chemins ».

Réseau national sur le logement et l'itinérance

En 2006-2007, le RSIQ a poursuivi sa participation à un réseau pancanadien d'échanges sur le logement et l'itinérance. Cette année, ce réseau a surtout donné lieu à des échanges de courriels. Nous avons participé à deux conférences téléphoniques à l'automne 2006.

Notre contribution a surtout été dans le dossier d'IPAC pour faire connaître nos revendications et les actions menées au Québec, dans le but de susciter des actions dans le reste du Canada.

Voir annexe 6.

Concernant la vie associative du Réseau, 2006-2007 nous a permis d'explorer de nouveaux modes de fonctionnement : davantage de conférences téléphoniques, l'organisation d'une assemblée des membres en cours d'année, l'amorce de nouveaux partenariats et la réalisation d'actions en collaboration avec d'autres regroupements. En même temps, nous avons continué d'être une source importante d'informations pour nos membres. Pour 2007-2008, la mobilisation de nos membres reste un défi, de même que l'implication des personnes en situation d'itinérance. D'autres voies de collaboration devront aussi être explorées afin de renforcer les concertations régionales tout en prenant en compte leurs différentes réalités. Les expériences de partenariat avec d'autres regroupements et coalitions ont été fructueuses et le Réseau poursuivra et développera ces collaborations en 2007-2008.

Objectif 4 : Financement du RSIQ

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2006-2007 :

Augmenter les revenus du RSIQ afin d'obtenir une stabilité financière permettant de maintenir une permanence, des activités et une vie associative dynamique

En 2006-2007, la recherche de financement s'est effectuée sur la base de la Politique en itinérance, sa diffusion et les représentations autour des revendications qu'elle amène. Un comité financement (formé de 4 membres du COCO) a appuyé la permanence dans la recherche de financement.

Cette année encore, le RSIQ n'a pas bénéficié de soutien public récurrent. Le RSIQ a réussi à obtenir l'appui financier du MSSS à travers un montant discrétionnaire. Sans octroyer de fonds au RSIQ, le gouvernement fédéral a amené un soutien en finançant la réimpression du document « Pour une Politique en itinérance » ainsi que la traduction en anglais et la conception graphique de la version anglaise.

Le RSIQ a obtenu des fonds de communautés religieuses ainsi que du mouvement syndical. Il faut souligner que pour la 2^e année consécutive, la Conférence religieuse canadienne a recommandé aux communautés de nous accorder des dons. Pour la 2^e fois, la Fondation Béati nous octroie son soutien.

En cours d'année, le RSIQ a fait appel à la solidarité des organismes en itinérance en sollicitant des dons.

Nous avons finalement décidé de ne pas réaliser de spectacle bénéfice par manque de moyens et d'expertise et pour nous consacrer aux priorités de notre plan d'action.

Le financement du RSIQ reste un enjeu préoccupant pour le regroupement et occupe les énergies tant de la permanence que des administrateurs. À l'heure d'écrire ces lignes, le financement récurrent du RSIQ via le PSOC n'est toujours pas assuré.

Conclusion

Tout comme l'année passée, 2006-2007 a été une année chargée pour le RSIQ, particulièrement à l'automne où les deux dossiers – IPAC et Politique – ont été menés de front en plus de la recherche de financement.

Les revendications menées en faveur de la **poursuite d'IPAC** ont permis de « marquer des points ». En effet, notre lutte a contribué à l'obtention d'un réinvestissement du fédéral pour deux ans, ce qui est un gain, malgré l'insuffisance des budgets obtenus et les difficultés rencontrées dans la mise en place. Au-delà des inquiétudes quant au retard d'IPLI, les perspectives dans ce dossier sont floues au-delà du 31 mars 2009.

La **Politique en itinérance** a aussi mobilisé beaucoup d'énergie et le Réseau a commencé un travail important pour porter les revendications qui ont émergées de la plateforme, travail qui devra se poursuivre dans les prochains mois et années. 2006-2007 a été une année charnière pour le RSIQ puisqu'il dispose maintenant d'une plateforme de revendications qui fait écho aux préoccupations des groupes en itinérance quant aux droits des personnes auprès desquelles ils interviennent. La mobilisation des acteurs en itinérance devra se poursuivre autour de la Politique de façon globale tout comme autour de revendications prioritaires qui restent à cibler.

Cette année, le dossier de la **lutte à la pauvreté** a connu peu d'avancées au Québec. Il est triste de constater que ce sujet n'a pas fait l'objet de l'actualité, particulièrement dans le cadre de la campagne électorale au Québec. Les groupes en pauvreté n'ont pas réalisé de mobilisations majeures dans ce dossier, il faut toutefois signaler un gain au niveau de la gratuité des médicaments pour l'ensemble des personnes assistées sociales. Cependant, le niveau des prestations d'aide sociale reste à un niveau indécent (547 \$ pour une personne seule considérée inapte) et les travailleurs au salaire minimum doivent encore composer avec un revenu insuffisant.

La place du RSIQ demeure modeste dans ce dossier, même si des progrès ont été réalisés à cet égard au cours de l'année. Il reste encore rarement sollicité dans les coalitions anti-pauvreté.

Le dossier du **logement** a connu quelques mobilisations et des gains. Il y a toujours de grandes difficultés pour les personnes seules comme pour les ménages à faible revenu à trouver des logements décents à des prix accessibles, malgré l'invisibilité de la crise du logement dans les médias et dans les préoccupations des éluEs.

Dans son dernier budget en mai 2007, Québec a annoncé seulement 2 000 nouvelles unités d'ici 2009 et consacra les 187,4 millions \$ du fédéral pour l'entretien du parc existant plutôt que pour du développement.

Du côté du soutien communautaire, la nouvelle année commence avec la mise en place par le Québec d'une enveloppe de 5 millions \$. Après de nombreuses années de mobilisation dans ce dossier, c'est une bonne nouvelle, malgré l'insuffisance de l'enveloppe (la demande était de 12 millions \$ par an). À l'heure d'écrire ces lignes, plusieurs préoccupations demeurent parmi les OSBL d'habitation en itinérance, notamment : la répartition de l'enveloppe, les populations ciblées, l'autonomie des groupes et la possibilité que l'enveloppe soit aussi accessible au HLM.

Concernant le marché privé du logement, le projet de loi dont on craignait qu'il accélère les évictions des locataires n'a finalement pas été déposé par la ministre Normandeau. Le mouvement de disparition des maisons de chambres s'est poursuivi dans plusieurs régions; et cet enjeu fait l'objet de la mobilisation du milieu montréalais.

Sur le plan de la **citoyenneté des personnes en situation d'itinérance**, l'année a été marquée à la fois par des mobilisations importantes, à Montréal en particulier, et par des reculs au niveau de la reconnaissance de la place de ces personnes dans l'espace public et dans la société de façon générale, avec la mise en place de nouveaux règlements et la poursuite de la répression dans plusieurs régions.

Dans le domaine de la **santé et des services sociaux**, la réforme Couillard a poursuivi son implantation, sans qu'il soit aisé pour l'instant d'en saisir les conséquences sur le milieu communautaire de l'itinérance ni sur l'accès des populations en difficulté au réseau public. Dans les centres jeunesse, le projet pilote de suivi des jeunes après leurs 18 ans a été étendu à l'ensemble des régions du Québec.

La **vie associative**, très dynamique en 2006-2007, devra elle aussi être entretenue par des campagnes, des actions menées conjointement dans les régions et des rencontres au cours des prochaines années.

Le dossier du **financement** devra progresser en 2007-2008 pour nous permettre d'atteindre nos autres objectifs.

Annexe 1 : Interventions publiques

date	événement	Titre du communiqué
12 et 13 septembre 2006	Action IPAC (<i>le 12 dans 6 villes et le 13 à Ottawa avec ATEH</i>)	À 200 jours de l'arrêt du financement fédéral, les organismes de lutte à l'itinérance du Québec et du Canada sont extrêmement inquiets
17 septembre 2006	Colloque régional du Parti Libéral du Québec (Palais des congrès de Gatineau)	À moins de 195 jours de l'arrêt du financement fédéral en itinérance et devant l'inaction du gouvernement fédéral, les groupes impliqués réclament l'appui du gouvernement Charest
26 octobre 2006	Conférence des chefs et Action IPAC à Ottawa (<i>en collaboration avec l'ATEH</i>)	L'opposition soutient les organismes en itinérance pour la poursuite du financement fédéral
2 novembre 2006	Lancement de la Politique à l'Assemblée nationale	Les groupes en itinérance dévoilent leur plateforme nationale à l'Assemblée
24 novembre 2006	Occupation du bureau du Ministre Cannon	Occupation du bureau de comté de Lawrence Cannon pour la poursuite du financement fédéral en itinérance
3 décembre 2006	Conférence de presse à la Maison du Père	Les groupes en itinérance demandent une commission parlementaire
13 décembre 2006	Réaction à la décision de la commission des affaires sociales	Québec refuse la tenue d'une commission parlementaire sur l'itinérance
18 décembre 2006	Action IPAC (6 villes)	Les groupes de sans-abri oubliés par le Père Noël ?
19 décembre 2006	Réaction à l'annonce d'IPLI par la ministre Finley	Financement fédéral en itinérance : Enfin des annonces d'Ottawa
19 février 2007	Surplus fédéraux	Sans-abri : l'argent non dépensé ira au paiement de la dette fédérale
28 février 2007	Demandes électorales	Itinérance: que va faire le prochain gouvernement ?
19 mars 2007	Réaction au Budget Flaherty	Budget fédéral: pas d'avancée pour les luttes sociales
23 mars 2007	Bilan de la campagne électorale (<i>en collaboration avec le FRAPRU et le FCPASQ</i>)	Bulletin de fin de campagne sur la pauvreté, l'itinérance et le logement : L'ADQ et le PLC frôlent l'échec; le PQ passe de justesse
24 mai 2007	Budget Jérôme-Forget	Budget Jérôme-Forget : pensera-t-on aux sans-abri ?

31 mai 2007	Réaction au budget Jérôme-Forget	Les sans-abri ne veulent pas d'un gouvernement sans cœur
-------------	-------------------------------------	---

Annexe 2 : Campagnes menées à l'initiative du RSIQ

période	cible	objet	résultats
Novembre- décembre 2006	Margaret Delisle, MSSS Russell Copeman, PLQ	Demande d'une commission parlementaire	Fax 150 groupes
Février 2007 3 semaines	Monte Solberg, RHDSC	IPLI / mesures de transition + nouveaux projets	Fax 200 groupes
Avril 2007 5 jours	Monte Solberg, RHDSC Philippe Couillard, MSSS	IPLI / mise en place des nouveaux projets	Fax 165 groupes
15-16 mai 2007	Monique Jérôme Forget	Budget Québec	Blitz de téléphones 49 appels

Annexe 3 : Représentations et autres rencontres

Rencontres sur la Politique en général

date	Personne(s) rencontrée(s)	Organisation
10 octobre 2006	Camil Bouchard	Parti québécois
16 octobre 2006	François Cyr, Kamal El Batal	Québec Solidaire
18 octobre 2006	Charlotte L'Écuyer	Parti Libéral du Québec
30 octobre 2006	Nicolas Girard	Parti québécois
27 novembre 2006	Nicolas Girard, Martin Lemay	Parti québécois
1 ^{er} décembre 2006	Cabinet M. Delisle	MSSS
1 ^{er} décembre 2006	Cabinet M. Courchesne	MESS
26 janvier 2007	Cabinet N. Normandeau	MAMR
1 ^{er} février 2007	Ministre M. Delisle	MSSS
20 février 2007	Sylvie Roy	Action Démocratique du Québec
7 mars 2007	Nicolas Girard, Martin Lemay	Parti québécois
14 mai 2007	Gilles Taillon	Action Démocratique du Québec
18 mai 2007	Lisette Lapointe	Parti québécois
28 mai 2007	Monique Roy-Verville	Action Démocratique du Québec
30 mai 2007	Éric Laporte	Action Démocratique du Québec
30 mai 2007	Louise Harel, Marie Malavoy, Lisette Lapointe, Pascal Bérubé, Martin Lemay	Parti québécois
7 juin 2007	Russell Copeman, cabinet Ph. Couillard	Parti Libéral du Québec
7 juin 2007	François Bonnardel	Action Démocratique du Québec
18 juin 2007	Éric Dorion	Action Démocratique du Québec

Rencontres concernant le financement des groupes en itinérance

PSOC

date	Personne(s) rencontrée(s)	Organisation
26 janvier 2007	Robert Faulkner Équipe PSOC	MSSS

Financement fédéral

date	Personne(s) rencontrée(s)	Organisation
20 octobre 2006	Direction générale	SNSA
25 octobre 2006	Irene Mathysen	Nouveau Parti Démocratique
3 novembre 2006	Ann Bonner Robert Faulkner	SNSA MSSS
26 janvier 2007	Robert Faulkner	MSSS
7 février 2007	Richard Nadeau, Robert Bouchard, Christiane Gagnon, Christian Ouellet	Bloc Québécois
5 avril 2007	Direction générale + sous-ministre	SNSA
31 mai 2007		ACHRU : Téléforum sur IPLI (en français)

Rencontres du groupe de travail sur le cadre de référence en itinérance du MSSS

- ❖ 10 janvier 2007
- ❖ 30 avril 2007
- ❖ 5 juillet 2007

Annexe 4 : Participation aux activités des membres

date	Concertation régionale ou organisme	Événement
1 ^{er} septembre 2006	Vaudreuil	Rencontre coordonnatrice
19 septembre 2006	GASP	Rencontre de la table
27 septembre 2006	RAIIQ	AGA
5 octobre 2006	RAPSIM / FOHM	Action en faveur du financement du soutien communautaire
12 octobre 2006	RAPSIM	Lancement de la Politique
20 octobre 2006	Longueuil Rive-Sud	Nuit des sans-abri
14 novembre 2006	Trois-Rivières	Rencontre de la table
29 novembre 2006	CRIO	Rencontre de la table
7 décembre 2006	Longueuil Rive-Sud	Rencontre de la table + point de presse (IPAC)
10 janvier 2007	Vaudreuil	Rencontre préparatoire conférence de presse
16 janvier 2007	Laval	Rencontre de la table
23 janvier 2007	Refuge des jeunes de Montréal	Lancement d'une étude sur les jeunes de la rue
24 janvier 2007	Vaudreuil	conférence de presse (Politique)
2 février 2007	Outaouais	Rencontre de la table + conférence de presse (Politique)
16 mars 2007	RAPSIM	Forum Opération droits devant
29 mars 2007	RAPSIM	Forum soutien communautaire
13 avril 2007	Longueuil Rive-Sud	Manifestation pour le financement de la table
18 avril 2007	RAPSIM	Assemblée publique pour une Politique en itinérance
17 mai 2007	RAPSIM	Action de sensibilisation de l'Opération droits devant (remise de tickets)
23 mai 2007	Laval	Rencontre de la table
24 mai 2007	TAPIL	Rencontre de la table
4 juin 2007	Travail de rue Île de Laval	Dévoilement de la recherche sur l'itinérance à Laval et pelletée de terre
14 juin 2007	Longueuil Rive-Sud	AGA

Annexe 5 : Rencontres des Membres et des Comités du RSIQ

Date	Lieu	Rencontre
18 août 2006	Québec	COCO
11 septembre 2006	Au téléphone	CE
15 septembre 2006	Drummondville	COCO
15 septembre 2006	Drummondville	AGA
21 septembre 2006	Au téléphone	CE
26 septembre 2006	Au téléphone	COCO
6 octobre 2006	Au téléphone	CE
16 octobre 2006	Au téléphone	CE
3 novembre 2006	Montréal	COCO
16 novembre 2006	Au téléphone	Comité financement
20 novembre 2006	Au téléphone	CE
30 novembre 2006	Au téléphone	COCO
7 décembre 2006	Au téléphone	CE
15 décembre 2006	Au téléphone	COCO
20 décembre 2006	Au téléphone	COCO
20 décembre 2006	Au téléphone	CE
12 janvier 2007	Montréal	COCO
31 janvier 2007	Au téléphone	CE
8-9 février 2007	Montréal	COCO élargi *
12 février 2007	Au téléphone	CE
15 février 2007	Au téléphone	COCO
20 février 2007	Au téléphone	COCO
22 mars 2007	Au téléphone	CE
28 mars 2007	Au téléphone	CE
30 mars 2007	Montréal	COCO
1 ^{er} mai 2007	Au téléphone	CE
11 mai 2007	Montréal	COCO
22 mai 2007	Montréal	Comité 20 ^e
31 mai 2007	Longueuil	Comité 20 ^e
8 juin 2007	Drummond	COCO

AGA : assemblée générale annuelle

COCO : comité de coordination

CE : comité exécutif

Comité 20^e : comité formé pour travailler sur le 20^e anniversaire de l'Année internationale du logement des sans-abri

* COCO élargi : voir à la section Vie associative.

Annexe 6 : Partenariats du RSIQ

Rencontres des partenaires québécois dans le cadre de la Politique

date	regroupement	Dossiers prioritaires
8 novembre 2006	ROQH : Regroupement des OSBL d'habitation	Soutien communautaire Certification des résidences pour aînés
13 novembre 2006	Front commun des personnes assistées sociales du Québec	Pleine indexation de l'aide sociale pour tous Gratuité médicaments Lutte aux préjugés
14 novembre 2006	COCQ-Sida : coalition des organismes SIDA	Accès en santé SS Accès au logement Accès au travail Sensibilisation
17 novembre 2006	FRAPRU : Front de réaménagement urbain	Logement social / socialisation logement Droit au logement
23 novembre 2006	ROCAJQ : regroupement des organismes autonomes jeunesse	Droits des jeunes en institution / Parole des jeunes Financement des groupes Vie associative
28 novembre 2006	Collectif pour un Québec sans pauvreté	Besoins essentiels (consultation juin 2007) Forum AVEC (mai 2007) Lutte aux préjugés et diversifier les représentations de la pauvreté
31 janvier 2007	Regroupement des Auberges du cœur	Financement des auberges / Ententes de services Jeunes DPJ Pauvreté
31 janvier 2007	ROC-TR : Regroupement des org communautaires en travail de rue	Incorporation du regroupement Reconnaissance des pratiques de travail de rue Financement des groupes de travail de rue et du ROC-RTR Santé sexuelle des jeunes, toxicomanie, espace public
7 février 2007	AGIDD-SMQ : Association groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale	Spécifiques aux droits des personnes dans le système de santé : 1) Isolement et contention 2) Médication / information 3) P-38
27 février 2007	RRASMQ : regroupement des ressources alternatives en santé mentale	Suivi du plan d'action en santé mentale Valorisation et reconnaissance des pratiques alternatives Formation au sein des ressources membres Médication / GAM
1 ^{er} mars 2007	Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté	Suivi du plan d'action en matière de condition féminine Recherche sur femmes en difficulté Prévention de la violence conjugale (VIRAJ, PASSAJ) Réglementation résiliation de bail pour cas de violence conjugale

Participation aux activités et campagnes à l'initiative des alliés québécois

Date	Regroupement	Événement
22 septembre 2006	Ligue des Droits et Libertés	Rencontre de bilan du rapport social PIDESC
25 septembre 2006	FRAPRU	Manifestation en faveur des HLM
9 novembre 2006	RQOH	Colloque sur le soutien communautaire
9 novembre 2006	Coalition anti-pauvreté	Action en marge de la conférence du Millénaire
25 janvier 2007	FRAPRU	Lancement du document sur la socialisation
30 janvier 2007	Coalition de regroupements logement	Représentations dans le cadre du Budget Audet
7 mars 2007	Front commun des personnes assistées sociales du Québec	Lancement de l'étude sur les femmes assistées sociales
3 avril 2007	RRASMQ et AGIDD-SMQ	Forum sur la santé mentale
25 avril 2007	RCLACQ	Manifestation contre le projet de loi sur les évictions
2 mai 2007	FRAPRU	Manifestation en faveur du logement social
4-5 mai 2007	Collectif pour un Québec sans pauvreté	Forum Ensemble Autrement

Le RSIQ a aussi participé à plusieurs campagnes, dont les suivantes :

- ❖ Indexation de l'aide sociale (Front commun)
- ❖ HLM (FRAPRU)
- ❖ Gratuité des médicaments (Collectif)
- ❖ Soutien communautaire (FOHM / RAPSIM)
- ❖ AccèsLogis
- ❖ Déclaration de solidarité (ATD Quart Monde)

Relations avec les alliés du RSIQ au Canada

5 septembre 2006	NHHN	Télé-conférence
25 octobre 2006	Plusieurs groupes du Canada anglais	Table ronde à l'initiative d'Irene Mathysen du NPD
15 novembre 2006	NHHN / TDRC	Télé-conférence
3 mai 2007	ACHRU	Téléforum sur IPLI (en anglais)